



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.992/4
du 12 mars 2018

advies 62.992/4
van 12 maart 2018

sur

over

un avant-projet de loi
‘modifiant la loi du
15 décembre 1980 sur l’accès
au territoire, le séjour,
l’établissement et
l’éloignement des étrangers’

een voorontwerp van wet ‘tot
wijziging van de wet van
15 december 1980 betreffende
de toegang tot het grondgebied,
het verblijf, de vestiging en de
verwijdering van
vreemdelingen’

Le 13 février 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 mars 2018. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO, conseiller d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 mars 2018.

*

Op 13 februari 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 maart 2018. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO, staatsraad, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 maart 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Plusieurs dispositions de l'avant-projet n'ont d'autre objet que de rappeler ou de reproduire des dispositions de l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone 'portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers', signé le 2 février 2018¹.

Ainsi, outre celles qui seront développées dans les observations particulières, on peut citer, sans être exhaustif, les dispositions suivantes de l'avant-projet :

- a) l'article 61/25-2, §§ 4, 5 et 7, en projet rappelle le contenu des articles 28, 29, 33 et 36 de l'accord de coopération ;
- b) l'article 61/25-3, alinéa 1^{er}, en projet reproduit l'article 21 de l'accord de coopération ;
- c) l'article 61/25-6, §§ 2 et 3, en projet paraphrase l'article 25 de l'accord de coopération ;
- d) l'article 61/25-7, § 1^{er}, première phrase, et § 2, alinéa 1^{er}, première et deuxième phrases, en projet, reprend le contenu de l'article 34, alinéas 2 et 3, de l'accord de coopération.

Un tel rappel est en principe inutile et présente l'inconvénient d'induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question² : en reproduisant des dispositions de l'accord de coopération, l'auteur de l'avant-projet agit comme s'il était compétent pour les prendre ou les modifier, alors qu'il ne l'est pas.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Cet accord de coopération vise, comme la plupart des dispositions de l'avant-projet, à transposer partiellement la directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 'établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un État membre'.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 80.

Si, toutefois, l'auteur de l'avant-projet estime utile, dans un but de lisibilité du dispositif, de reproduire des dispositions de l'accord de coopération, il lui appartient de le faire, afin d'éviter les inconvénients qui viennent d'être rappelés, en indiquant dans le texte qu'il s'agit du rappel de ces dispositions, à l'aide par exemple de la formule « Conformément à l'article (...) de l'accord de coopération, (...) ».

De même, il n'y a pas lieu comme le fait l'article 61/25-7, § 2, alinéa 2, en projet, de définir en tant que tel le permis unique puisque celui-ci est déjà défini à l'article 3, 10°, de l'accord de coopération. Il convient en conséquence de se limiter à rappeler que le permis unique est défini conformément à l'article 3, 10°, de l'accord de coopération et de le faire là où cette notion est pour la première fois utilisée.

L'avant-projet doit dès lors être revu sur ce point.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

La formule de présentation n'est pas correcte. Les mots « aux Chambres Législatives et de déposer » seront omis ³.

DISPOSITIF

Articles 2 et 4

L'article 4 de l'avant-projet vise à modifier l'article 61/7 de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' afin de prévoir que le ressortissant d'un pays tiers, bénéficiaire du statut de résident de longue durée dans un autre État membre, qui souhaite séjourner en Belgique pour y exercer une activité salariée, sera soumis à la procédure d'autorisation de séjour prévue au titre II, chapitre VIIbis de la loi du 15 décembre 1980 (articles 5 à 15 de l'avant-projet).

Il s'agit de la disposition de l'avant-projet qui vise à transposer la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 'relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée' (article 2, 1°, de l'avant-projet).

Or, selon l'article 3, paragraphe 2, i, de la directive 2011/98/UE, celle-ci ne s'applique pas aux ressortissants de pays tiers qui sont des résidents de longue durée conformément à la directive 2003/109/CE.

Par ailleurs, le considérant 8 de la directive 2011/98/UE précise :

« Les ressortissants de pays tiers ayant obtenu le statut de résident de longue durée conformément à la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 227 et formule F 4-1-10-1.

statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée ne devraient pas relever de la présente directive, en raison de leur statut plus privilégié et de la spécificité du permis de séjour portant la mention ‘résident de longue durée – UE’ ».

Selon les explications fournies par la déléguée du Secrétaire d'État :

« L'article 61/7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi dispose que lorsque l'étranger porteur d'un permis de séjour de résident de longue durée – UE valable, délivré par un autre État membre de l'Union européenne [lire : l'autorisation de séjour] doit être accordée si l'étranger exerce une activité salariée en Belgique.

L'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers est applicable aux demandes de séjour des ressortissants de pays tiers désireux d'occuper un emploi sur le territoire belge pour une période de plus de nonante jours.

Les ressortissants de pays tiers qui ont acquis le statut de résident de longue durée en Belgique ne sont pas concernés par cette procédure. Elle est uniquement applicable aux ressortissants de pays tiers qui ont acquis le statut de résidents de longue durée dans un autre État membre.

L'application de la procédure de demande unique résulte de la transposition de la directive 2011/98/UE qui s'inscrit dans le cadre de la nouvelle compétence des Régions suite à la sixième réforme de l'État en matière d'occupation des travailleurs étrangers. Les régions doivent donc pouvoir se prononcer sur l'aspect travail pour le résident de longue durée et ceci n'est possible que dans le cadre de la procédure permis unique telle que nous l'avons développée dans notre droit national. Ceci n'est pas contradictoire avec le droit européen dès lors que l'article 14, § 3, alinéa 1^{er} de la directive 2003/109/CE prévoit que lorsqu'il s'agit d'une activité économique à titre salarié, les États membres peuvent examiner la situation de leur marché du travail et appliquer leurs procédures nationales concernant les exigences relatives au pourvoi d'un poste ou à l'exercice de telles activités.

Il est vrai que l'article 3, § 2, de la directive 2011/98/UE exclut certaines catégories d'étrangers de son champ d'application :

- les travailleurs détachés au sens de la directive 96/71/CE et les personnes transférées temporairement par leur société parce qu'ils ne sont pas considérés comme faisant partie du marché du travail de l'État membre dans lequel ils viennent travailler ;
- les travailleurs saisonniers étant donné le caractère temporaire de leur statut ;
- les résidents de longue durée en raison du type spécifique de permis de séjour qu'ils détiennent et de leur statut plus privilégié.

Toutefois, l'exclusion des résidents de longue durée du champ d'application de la directive 2011/98/UE ne signifie pas, à notre sens, qu'un État ne pourrait faire le choix de les soumettre à une procédure de demande unique tant que leurs autres droits de la directive 2003/109/CE sont garantis ce qui est le cas.

Pour preuve de la relativité de l'article 3, § 2, de la directive 2011/98/UE, bien que cette directive exclut les travailleurs saisonniers et les personnes transférées temporairement par leur société, cette procédure de demande unique est prévue 3 ans plus tard par la directive 2014/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi en tant que travailleur saisonnier et la directive 2014/66/UE du Parlement et

du Conseil du 15 mai 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert temporaire intragroupe ».

De même la déléguée du Secrétaire d'État a également fait connaître la réponse des services de la Commission européenne, interrogée par ses soins, à savoir que

« Bien que la directive permis unique exclut les résidents de longue durée de son champ d'application, rien n'empêche les États membres d'appliquer la procédure de demande unique aux ressortissants de pays tiers qui sont ressortissants de longue durée dans un autre État membre. En fait, les règles procédurales à l'article 19 de la Directive 2003/109/CE ne sont pas en contradiction avec les règles procédurales aux articles 4 - 10 de la directive 2011/98/UE ».

Il en résulte que si la manière de procéder de l'auteur de l'avant-projet peut être admise sur le plan des principes, il n'en reste pas moins que celui-ci doit s'assurer que le système qu'il met en place est en tous points au moins aussi favorable que celui qui est actuellement applicable aux ressortissants des pays tiers résidents de longue durée, en application de la directive 2003/109/CE.

Article 8

1. Compte tenu de l'observation générale, il convient, à l'article 61/25-2, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, de remplacer les mots « conformément à l'article 61/25-6 paragraphe 3 » par les mots « conformément à l'article 25, § 2, de l'accord de coopération du 2 février 2018 ».
2. Au paragraphe 2 de l'article 61/25-2 en projet, dans la version française, il convient de remplacer les mots « au titre I, chapitre II peut introduire » par les mots « au titre I, chapitre III, peut introduire ».

Articles 8, 10 et 14

Selon l'article 61/25-4 en projet, le ressortissant d'un pays tiers, qui séjourne ou souhaite séjourner dans le Royaume à des fins d'emploi pour une période de plus de nonante jours, élit domicile à son adresse de résidence sur le territoire du Royaume ou au siège social belge de son employeur ou chez son mandataire si celui-ci réside sur le territoire.

Or, comme il ressort des articles 17 et 18, § 1^{er}, de l'accord de coopération, la demande d'autorisation de séjour à des fins de travail pour une période de plus de nonante jours, laquelle vaut demande d'autorisation de séjour, est introduite sous la forme d'une demande d'autorisation et cette demande d'autorisation et la demande de renouvellement ou de modification de cette autorisation sont introduites par le ressortissant d'un pays tiers par le biais de son employeur auprès de l'autorité régionale territorialement compétente.

L'article 18, § 2, de l'accord de coopération dispose que la région détermine les conditions et modalités d'introduction de la demande.

Par contre, lorsque l'autorisation de travailler est accordée par l'autorité régionale compétente de manière illimitée, le ressortissant d'un pays tiers introduit sa demande de renouvellement d'autorisation de séjour auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne conformément à la législation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers (article 23 de l'accord de coopération).

Par conséquent, le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 4°, de l'article 61/25-2 en projet et l'article 61/25-4 en projet doivent être omis et l'article 61/25-7, § 5, alinéa 2, en projet doit être adapté en omettant la référence à ce 4°.

Articles 17 et 18

Le présent avant-projet ne pourra entrer en vigueur qu'au moment de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération du 2 février 2018.

Par conséquent, l'article 17, alinéa 2, de l'avant-projet doit être omis et l'article 18 de l'avant-projet doit être adapté.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Verscheidene bepalingen van het voorontwerp strekken louter tot het in herinnering brengen of overnemen van bepalingen van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap ‘met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten’, dat op 2 februari 2018 ondertekend is.¹

Zo kan, behalve naar de bepalingen die in de bijzondere opmerkingen toegelicht zullen worden, zonder exhaustief te willen zijn, verwezen worden naar de volgende bepalingen van het voorontwerp:

a) het ontworpen artikel 61/25-2, §§ 4, 5 en 7, waarin de inhoud van de artikelen 28, 29, 33 en 36 van het samenwerkingsakkoord in herinnering gebracht wordt;

b) het ontworpen artikel 61/25-3, eerste lid, waarin artikel 21 van het samenwerkingsakkoord overgenomen wordt;

c) het ontworpen artikel 61/25-6, §§ 2 en 3, waarin artikel 25 van het samenwerkingsakkoord geparafraseerd wordt;

d) het ontworpen artikel 61/25-7, § 1, eerste zin, en § 2, eerste lid, eerste en tweede zin, waarin de inhoud van artikel 34, tweede en derde lid, van het samenwerkingsakkoord overgenomen wordt.

Een dergelijke herhaling is in principe overbodig en heeft het nadeel dat daardoor verwarring ontstaat omtrent de precieze juridische aard van de regels in kwestie:² door

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Dat samenwerkingsakkoord strekt, zoals de meeste bepalingen van het voorontwerp, tot de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2011/98/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 ‘betreffende één enkele aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning voor onderdanen van derde landen om te verblijven en te werken op het grondgebied van een lidstaat, alsmede inzake een gemeenschappelijk pakket rechten voor werknemers uit derde landen die legaal in een lidstaat verblijven’.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 80.

bepalingen van het samenwerkingsakkoord over te nemen handelt de steller van het voorontwerp alsof hij bevoegd zou zijn om die bepalingen vast te stellen of te wijzigen, hoewel hij dat niet is.

Indien de steller van het voorontwerp evenwel oordeelt dat het voor de leesbaarheid van het dispositief nuttig is om bepalingen van het samenwerkingsakkoord over te nemen, moet hij, om aan de hierboven vermelde bezwaren tegemoet te komen, in de tekst aangeven dat het de memorering van die bepalingen betreft, bijvoorbeeld door middel van de formule: “Overeenkomstig artikel (...) van het samenwerkingsakkoord, (...)”.

Evenmin is er grond om, zoals in het ontworpen artikel 61/25-7, § 2, tweede lid, gebeurt, de gecombineerde vergunning als zodanig te definiëren, aangezien daarvan al een definitie gegeven wordt in artikel 3, 10°, van het samenwerkingsakkoord. Bijgevolg dient er alleen op gewezen te worden dat de gecombineerde vergunning begrepen moet worden overeenkomstig artikel 3, 10°, van het samenwerkingsakkoord en dient dit te gebeuren waar dat begrip voor het eerst gebruikt wordt.

Het voorontwerp moet dan ook op dat punt herzien worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

INDIENINGSBESLUIT

De indieningsformule is onjuist. De woorden “aan de Wetgevende kamers voor te leggen en” moeten geschrapt worden.³

DISPOSITIEF

Artikelen 2 en 4

Artikel 4 van het voorontwerp strekt ertoe artikel 61/7 van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ aldus te wijzigen dat daarin bepaald wordt dat voor de onderdaan van een derde land die in een andere lidstaat de status van langdurig ingezetene geniet en die in België wenst te verblijven om er een activiteit als werknemer uit te oefenen, de procedure voor de machtiging tot verblijf geldt waarin titel II, hoofdstuk VIIbis, van de wet van 15 december 1980 voorziet (artikelen 5 tot 15 van het voorontwerp).

Dat artikel 4 is de bepaling van het voorontwerp die strekt tot de omzetting van richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 ‘betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen’ (artikel 2, 1°, van het voorontwerp).

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 227 en formule F 4-1-10-1.

Volgens artikel 3, lid 2, i, van richtlijn 2011/98/EU is die richtlijn 2011/98/EU echter niet van toepassing op onderdanen van derde landen die langdurig ingezetene zijn overeenkomstig richtlijn 2003/109/EG.

In overweging 8 van richtlijn 2011/98/EU wordt bovendien het volgende gesteld:

“Onderdanen van derde landen die de status van langdurig ingezetene hebben verworven overeenkomstig Richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezeten onderdanen van derde landen, mogen niet vallen onder deze richtlijn gezien hun meer bevoorrechte status en het specifieke type verblijfstitel, de ‘EU-verblijfsvergunning voor langdurig ingezetenen’, waarover zij beschikken.”

De gemachtigde van de staatssecretaris heeft de volgende uitleg gegeven:

“L’article 61/7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi dispose que lorsque l’étranger porteur d’un permis de séjour de résident de longue durée - UE valable, délivré par un autre État membre de l’Union européenne (lire: l’autorisation de séjour) doit être accordée si l’étranger exerce une activité salariée en Belgique.

L’accord de coopération du 2 février 2018 entre l’État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d’octroi d’autorisations de travail et d’octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l’emploi et au séjour des travailleurs étrangers est applicable aux demandes de séjour des ressortissants de pays tiers désireux d’occuper un emploi sur le territoire belge pour une période de plus de nonante jours.

Les ressortissants de pays tiers qui ont acquis le statut de résident de longue durée en Belgique ne sont pas concernés par cette procédure. Elle est uniquement applicable aux ressortissants de pays tiers qui ont acquis le statut de résidents de longue durée dans un autre État membre.

L’application de la procédure de demande unique résulte de la transposition de la directive 2011/98/UE qui s’inscrit dans le cadre de la nouvelle compétence des Régions suite à la sixième réforme de l’État en matière d’occupation des travailleurs étrangers. Les régions doivent donc pouvoir se prononcer sur l’aspect travail pour le résident de longue durée et ceci n’est possible que dans le cadre de la procédure permis unique telle que nous l’avons développée dans notre droit national. Ceci n’est pas contradictoire avec le droit européen dès lors que l’article 14, § 3, alinéa 1^{er} de la directive 2003/109/CE prévoit que lorsqu’il s’agit d’une activité économique à titre salarié, les États membres peuvent examiner la situation de leur marché du travail et appliquer leurs procédures nationales concernant les exigences relatives au pourvoi d’un poste ou à l’exercice de telles activités.

Il est vrai que l’article 3, § 2, de la directive 2011/98/UE exclut certaines catégories d’étrangers de son champ d’application:

- les travailleurs détachés au sens de la directive 96/71/CE et les personnes transférées temporairement par leur société parce qu’ils ne sont pas considérés comme faisant partie du marché du travail de l’État membre dans lequel ils viennent travailler;
- les travailleurs saisonniers étant donné le caractère temporaire de leur statut;
- les résidents de longue durée en raison du type spécifique de permis de séjour qu’ils détiennent et de leur statut plus privilégié.

Toutefois, l'exclusion des résidents de longue durée du champ d'application de la directive 2011/98/UE ne signifie pas, à notre sens, qu'un État ne pourrait faire le choix de les soumettre à une procédure de demande unique tant que leurs autres droits de la directive 2003/109/CE sont garantis ce qui est le cas.

Pour preuve de la relativité de l'article 3, § 2, de la directive 2011/98/UE, bien que cette directive exclut les travailleurs saisonniers et les personnes transférées temporairement par leur société, cette procédure de demande unique est prévue 3 ans plus tard par la directive 2014/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi en tant que travailleur saisonnier et la directive 2014/66/UE du Parlement et du Conseil du 15 mai 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert temporaire intragroupe."

De gemachtigde van de staatssecretaris heeft ook meegedeeld wat de diensten van de Europese Commissie geantwoord hebben op de vraag die zij in dat verband gesteld heeft:

"Bien que la directive permis unique exclut les résidents de longue durée de son champ d'application, rien n'empêche les États membres d'appliquer la procédure de demande unique aux ressortissants de pays tiers qui sont ressortissants de longue durée dans un autre État membre. En fait, les règles procédurales à l'article 19 de la Directive 2003/109/CE ne sont pas en contradiction avec les règles procédurales aux articles 4 - 10 de la directive 2011/98/UE."

Daaruit vloeit voort dat, hoewel de werkwijze van de steller van het voorontwerp uit principieel oogpunt aanvaard kan worden, dit niet wegneemt dat hij zich ervan moet vergewissen of de regeling die door hem ingevoerd wordt wel in alle opzichten ten minste even gunstig is als de regeling die thans met toepassing van richtlijn 2003/109/EG geldt voor de langdurig ingezeten onderdanen van derde landen.

Artikel 8

1. Gelet op de algemene opmerking, dienen in het ontworpen artikel 61/25-2, § 1, tweede lid, de woorden "krachtens artikel 61/25-6, paragraaf 3" vervangen te worden door de woorden "krachtens artikel 25, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018".

2. In de Franse tekst van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 61/25-2 moeten de woorden "au titre I, chapitre II peut introduire" vervangen worden door de woorden "au titre I, chapitre III, peut introduire".

Artikelen 8, 10 en 14

Volgens het ontworpen artikel 61/25-4 kiest de onderdaan van een derde land, die met het oog op werk voor een periode van meer dan negentig dagen in het Rijk verblijft of wenst te verblijven, woonplaats op zijn verblijfsadres op het grondgebied van het Rijk of bij de Belgische hoofdzetel van zijn werkgever of bij zijn gemachtigde, indien die op het grondgebied van het Rijk verblijft.

Zoals blijkt uit de artikelen 17 en 18, § 1, van het samenwerkingsakkoord, wordt de aanvraag voor een machtiging tot verblijf met het oog op werk voor een periode van meer dan negentig dagen – die als aanvraag voor een machtiging tot verblijf geldt – ingediend in de vorm van een aanvraag voor een toelating tot arbeid en worden die aanvraag voor een machtiging en de aanvraag voor de vernieuwing of wijziging van die machtiging door de onderdaan van een derde land via zijn werkgever ingediend bij de territoriaal bevoegde gewestelijke overheid.

Luidens artikel 18, § 2, van het samenwerkingsakkoord bepaalt het gewest de voorwaarden en de nadere regels voor het indienen van de aanvraag.

Wanneer de toelating tot arbeid door de bevoegde gewestelijke overheid daarentegen voor onbeperkte duur toegekend wordt, dient de onderdaan van een derde land zijn volgende aanvraag voor vernieuwing van zijn machtiging tot verblijf in bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft, overeenkomstig de wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (artikel 23 van het samenwerkingsakkoord).

Bijgevolg dienen paragraaf 1, tweede lid, 4°, van het ontworpen artikel 61/25-2 en het ontworpen artikel 61/25-4 te vervallen en moet het ontworpen artikel 61/25-7, § 5, tweede lid, aldus aangepast worden dat de verwijzing naar die bepaling onder 4° daarin niet meer voorkomt.

Artikelen 17 en 18

Het voorliggende voorontwerp zal pas in werking kunnen treden op het ogenblik van inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018.

Bijgevolg dient artikel 17, tweede lid, van het voorontwerp te vervallen en moet artikel 18 van het voorontwerp aangepast worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT –
DE VOORZITTER VAN DE RAAD VAN STATE

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Jacques JAUMOTTE